

EURACTIV

L'UE MISE SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE À LA BRETONNE

SPECIAL REPORT | 24 - 30 OCT. 2018
<http://eurac.tv/9PNx>



Avec le soutien de



Action co-financed by
the European Commission

L'UE MISE SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE À LA BRETONNE

SPECIAL REPORT | 24 - 30 OCT. 2018
<http://eurac.tv/9PNx>

La transition écologique représente un enjeu crucial pour l'Europe, qui tente d'utiliser les fonds européens pour la favoriser. La Bretagne offre un florilège d'exemples, du recyclage à la biodiversité en passant par les énergies marines.

Replanter des haies, installer des balises dans l'océan ou investir dans des infrastructures pour accueillir des renouvelables. Mais aussi réunir les habitants pour parler d'économies d'énergie, ou inciter l'inclusion des personnes en situation de handicap à contribuer au recyclage de papier.

Tous ces projets en lien avec la transition énergétique se déroulent en Bretagne. Et n'auraient pas vu le jour sans les fonds européens, vecteurs de la politique de cohésion qui contribue à des centaines de projets français. La rédaction d'Euractiv vous propose un best-of sous forme de dossier spécial en direct du far-west français.

Table des matières

Compteur géant et «café énergie»
luttent contre la précarité énergétique 4

Les agriculteurs du Bas-Léon
retissent le bocage 6

Brest veut conquérir
les énergies marines renouvelables 8

Économie circulaire et inclusion sociale :
le pari de Cellaouate fonctionne 10

L'UE aide l'Ifremer à décrypter
les mystères de l'océan 12

Compteur géant et «café énergie» luttent contre la précarité énergétique

Par Marion Candau | EURACTIV.fr



Inauguration du compteur géant à Brest le jeudi 18 octobre. [@Damien Goret]

La ville de Brest et les associations travaillent main dans la main pour lutter contre la précarité énergétique. Aide au bricolage, conseils pour économiser l'énergie et débats : les actions entreprises sont avant tout concrètes.

Dans l'atelier des Compagnons bâtisseurs, installé au cœur d'un quartier résidentiel, Fred Massé et ses collègues montent la structure d'un compteur électrique géant, qu'ils ont l'intention d'installer sur la place du quartier de Bellevue à Brest.

Le compteur en question doit permettre d'afficher les économies réalisées, tant au niveau économique qu'énergétique, depuis le début du projet CAN à Brest, en février 2016. 45 391 euros ont déjà été économisés en eau, et 14 467 kg d'émissions de CO2 évitées.

À l'origine du projet, CAN pour Climate Active Neighborhoods, lancé par la ville et des associations pour lutter contre la précarité énergétique, est financé à 60 % par le Fonds européen de développement régional.

« On avait déjà une politique de

précarité énergétique, mais on voulait expérimenter des outils pratiques. On s'est donc demandé comment susciter l'intérêt sur ce sujet, et comment les rendre acteurs du projet », explique Gladys Grelaud, responsable du projet CAN à Brest Métropole.

Pour les populations les plus précaires, payer le loyer et acheter à manger sont clairement prioritaires. Mais pour Gladys, l'énergie c'est l'affaire de tous. « Il y a des gens qui ne se chauffent pas, car ils n'ont pas

Suite à la page 5

Suite de la page 4

les moyens. Être au RSA c'est souvent synonyme de précarité énergétique : les gens développent des stratégies pour se réchauffer, en gardant leur ordinateur sur les genoux, ou en laissant le four ouvert pour se chauffer » se désole-t-elle.

Devant l'atelier des Compagnons se trouve le Bricobus, qui stationne le jeudi matin, jour du marché, sur la place du quartier Bellevue, et pare au plus pressé du petit bricolage. « On nous appelle pour un robinet cassé, ou une fenêtre qui se ferme mal. Parfois c'est une fuite d'eau, mais il faut tout revoir dans l'appartement, et on y passe une journée et demie au lieu de deux heures », raconte Fred Massé.

Au travers de ces contacts, le réseau CAN diffuse des conseils d'économie d'énergie.

VISITE À DOMICILE

D'autres visites à domicile, dans quatre quartiers de Brest, sont prévues pour expliquer les écogestes, donner du matériel économe, comme des multiprises, des pommeaux de douche, et des conseils. 100 à 200 visites sont faites par an dans les quartiers en difficulté par l'association Ener'gence. Des conseils qui se traduisent en moyenne par des économies de 138 euros par an pour l'eau, et de 118 kilos d'équivalent CO₂ pour l'électricité.

« On travaille étroitement avec les services sociaux, avec le tissu associatif pour faire remonter les situations », commente Gladys Grelaud, qui ajoute que pour les ménages précaires, les économies de CO₂ ne sont pas la priorité, contrairement aux économies financières.

PROJET ASCENDANT

Le projet CAN s'appuie sur une approche ascendante : les idées émanent des citoyens, et les institutions donnent les moyens financiers de les

réaliser. Beaucoup d'idées ont émergé des « cafés énergie », organisés dans le quartier de Bellevue d'octobre 2018 à mars 2019. Baptisés « Viens voir de quel bois je me chauffe » pour parler du chauffage, ou « café moisi » pour parler de l'humidité, ces rencontres ont un certain succès.

« Le 4 octobre dernier, on a débattu pendant trois heures avec une quinzaine d'habitants, qui ne voulaient plus partir », raconte Raffaele Viaggi, assistant sur le projet CAN. « L'énergie c'est positif, même pour un public en situation précaire. Les gens donnent leurs idées, ils se sentent utiles. »

PARTAGE D'EXPÉRIENCE

Deux à trois fois par an, les responsables de projet CAN à Brest rencontrent leurs homologues dans les autres pays du Nord-Ouest européen – Belgique, Angleterre, Allemagne, Pays-Bas. La dernière réunion en date s'est déroulée à Plymouth les 25 et 26 septembre.

« Lors de la dernière rencontre, notre concept de balade thermique, qui consiste à observer les fuites d'énergie grâce à une caméra thermique à infrarouge a eu un énorme succès auprès des autres pays, et lors de la rencontre à Brest en juin, les Pays-Bas ont décidé de répliquer nos visites chez l'habitant », raconte Gladys Grelaud.

Si l'objectif est le même, les approches par pays sont souvent différentes. Ainsi, les Britanniques, qui ont été les premiers à définir la précarité énergétique, évaluent tout et insistent pour avoir un retour sur investissement. Selon eux, il y a précarité quand une personne dépense 10 % de son revenu dans l'énergie.

En France, l'approche est plus climatique, puisque la ville se concentre davantage sur la réduction des émissions de CO₂. Si elles sont différentes, toutes ces actions ne pourraient exister sans l'Europe. À Brest, l'UE finance 330 000 euros sur les 550 000 euros du budget total.

Les agriculteurs du Bas-Léon retissent le bocage

.....

Par Cécile Barbière | EURACTIV.fr



Le programme Breizh Bocage doit permettre de replanter 100 km de haies d'ici 2020 dans le Bas-Léon.

En restaurant les haies et les talus en bordure de champs, le programme Breizh Bocage permet de lentement recomposer un maillage progressivement détruit avec l'intensification de l'agriculture.

Sur l'exploitation de Rudy David, maraicher bio à Ploudaniel dans le Finistère, les courges butternut et les potimarrons poussent à l'abri du vent, sous les haies plantées le long des 7 hectares de terres cultivables.

« C'est naturel de replanter les haies. C'est ce qui amène l'équilibre, c'est la base de tout », explique le maraicher. « J'avais le projet de

continuer à replanter des haies, et par le bouche-à-oreille j'ai entendu parler du programme Breizh Bocage ».

Plus de 700 mètres linéaires de talus et de haies en bord de route ont été replantés sur son exploitation. Ces nouvelles haies multifonctions permettent l'accueil des pollinisateurs et des oiseaux, mais ont aussi une fonction coupe-vent et de prévention de l'érosion des sols. « Et j'ai installé des boîtes à mésanges dans les haies tous les 20 mètres ! » ajoute l'agriculteur, ravi. Les mésanges rafoient des limaces, dont les nuisances sur les cultures sont ainsi réduites.

Pour créer les nouveaux talus, la

vieille haie de cyprès qui bordait le champ de Rudy a été abattue et broyée en copeaux afin de constituer la base sur laquelle de nouvelles espèces locales d'arbres, comme le châtaignier, le hêtre ou le chêne, ont été replantées. Plus adaptées à la région et plus résistantes au vent, elles sont aussi un véritable repère à biodiversité. « Une haie de chêne va compter environ 200 espèces tandis qu'une haie de cyprès seulement 4 ! » rappelle Yann Gouez du syndicat des eaux du Bas-Léon, qui pilote le projet Breizh Bocage.

Le programme, en partie financé

Suite à la page 7

Suite de la page 6

par le FEADER, cherche à préserver et renforcer le maillage bocager en Bretagne, largement détruit au cours des 30 dernières années. Les effets bénéfiques sur la qualité de l'eau et la biodiversité, mais aussi sur les rendements agricole poussent de plus en plus d'agriculteurs, installés en bio ou en conventionnel, à replanter les haies et reconstruire les talus autour des leurs champs.

« Nous sommes en train de recréer un maillage bocager qui existait avant, mais de manière plus méthodique et scientifique » explique Prosper Quellec, le vice-président du syndicat du Bas Léon en charge des espaces terrestres. A la fin du programme en 2020, plus de 100km de haies auront été recréés dont 13 600 arbres replantés sur le bassin versant de l'Aber Wrac'h.

La restauration du bocage a aussi aidé le territoire à lutter contre la pollution aux nitrates. « Le bocage est une solution efficace à ces problèmes de qualité de l'eau, puisque les racines des haies agissent comme des filtres » explique Yann Gouez.

Depuis quelques années, la qualité de l'eau s'est nettement améliorée, et les taux de nitrates sont repassés bien en dessous des seuils imposés par la réglementation européenne. « On est une des régions française à avoir le plus progressé en qualité de l'eau » se félicite Prosper Quellec.

CRAINTES

Depuis le début du programme en 2016, près de 30 agriculteurs et particuliers ont bénéficié de Breizh Bocage qui prend en charge la totalité des coûts de création des talus et de plantation, mais aussi l'entretien pendant les trois premières années.

Les bénéficiaires sont ensuite responsables de l'entretien des haies. « Ce sont les agriculteurs qui nous contactent pour bénéficier

du programme. Cela nous permet d'engager les travaux avec des personnes motivées, et de garantir que les haies seront entretenues par la suite » détaille Yann Gouez.

La question du coût de l'entretien fait d'ailleurs partie des rares freins que rencontre le programme. Car après le coup-de-pouce au démarrage et les trois premières années d'accompagnement, la question des frais de taille peut parfois freiner les bonnes volontés.

VALORISER LE BOIS DE BOCAGE

Pour y répondre, certaines initiatives ont vu le jour dans les territoires voisins. Dans la commune de Pleyber-Christ, le bois de bocage est par exemple revendu pour servir de bois de chauffage à la piscine. « Dans le Bas Léon, nous réfléchissons à des initiatives similaires, mais il faut que les élus trouvent des débouchés pour le bois » explique Prosper Quellec.

L'autre crainte des agriculteurs est aussi de perdre de la surface cultivable. « Mais ce qu'on perd en plantant des haies, on le regagne dans les champs » affirme Rudy. Un adage vérifié par une étude de l'INRA, qui estime la perte de surface cultivable à la moitié de la hauteur de la haie... mais le gain en productivité de 15 à 20% dans l'ensemble du champ.

Producteur laitier à Plouguerneau, Louis-Yvon Abjean s'est lui aussi lancé dans le replantage de haies. « Les haies, ça protège les vaches laitières, ça participe à leur bien-être » affirme l'agriculteur, en exhibant les chiffres de productivités de ses vaches, bien au-dessus de la moyenne locale. « Ce n'est pas un hasard » affirme-t-il. « Une vache qui se sent bien dans sa peau, bien sûr qu'elle produit plus ».

Brest veut conquérir les énergies marines renouvelables

.....

Par Cécile Barbière | EURACTIV.fr



Le quai énergies marines renouvelables et la digue vont se rejoindre pour fermer l'espace du futur polder.

Le port de Brest construit un quai 100% dédié aux énergies renouvelables, qui ouvrira ses portes aux industriels du secteur en 2019. L'investissement doit permettre à la Bretagne d'atteindre 35% d'énergie marines propres d'ici à 2030.

Sur la rade de Brest, les pelleuses s'activent toujours. Démarré en 2017, le chantier tourne à plein régime. Le renouveau du port, qui aura au total coûté 220 millions d'euros, est un enjeu de taille pour la capitale du

Finistère, qui mise sur cette nouvelle infrastructure pour devenir un champion des énergies renouvelables marines.

Avec 2730 kilomètres de côtes exposées aux vents et aux courants marins, la Bretagne a des atouts pour assurer sa transition énergétique. La région prévoit que 35% de sa consommation d'énergie soit assurée par les énergies marines renouvelables (EMR en 2035).

Un pari sur l'avenir, alors que le développement de ces énergies

marines propres se fait attendre en France : lenteur des procédures administratives et multiplication des recours en justice contre les projets sont autant d'obstacles.

ÉNERGIES RENOUVELABLES MARINES

« On ne se rend pas compte de la taille d'une éolienne. Il faut

Suite à la page 9

Suite de la page 8

UN QUAI 100% EMR

énormément d'espace, une portance au sol hors-norme, ce que ne possède pas un port classique », explique Sophie Lannuzel, assistante du projet à la région Bretagne. Une éolienne pèse plusieurs milliers de tonnes, et mesure 140 mètres de haut.

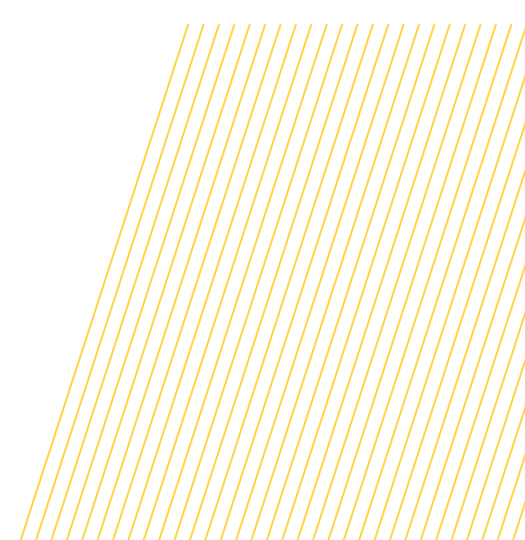
L'extension d'un polder, une avancée artificielle de terre gagnée sur l'eau qui fera en tout 40 hectares, et la construction d'un quai « poids lourd » – c'est-à-dire équipé pour manipuler les gigantesques éoliennes – seront le fer-de-lance de ce projet. Elles doivent permettre l'accueil des activités liées aux énergies marines renouvelables, telles que le stockage, l'assemblage, le déplacement.

La construction d'une première partie du quai énergies marines renouvelables sera achevée en 2020. La seconde devrait voir le jour en 2024. Une fois terminé, le quai de 300 mètres de longueur sera attenant à un espace de 40 hectares répondant aux contraintes de la filière EMR. Le quai a bénéficié d'un coup de pouce du Fonds européen de développement régional de 15 millions d'euros.

Premier à emménager, l'entreprise Aile Marine pilotera depuis le port de Brest l'installation des 62 éoliennes offshore du port de Saint-Brieuc, dont la partie immergée sera assemblée à Brest. Ce projet devrait occuper le quai EMR jusqu'en 2022, et fournir l'équivalent de la consommation électrique de 850.000 habitants.

Le déploiement d'autres fermes éoliennes dans la région sera à terme indispensable pour assurer la pérennité du projet. D'autres projets de fermes éoliennes, notamment celle de Noirmoutier, pourraient également déployer leur activité à Brest. « Et Brest est en discussion avec le projet pilote Eolfi d'éolien flottant à l'île de Groix et Belle-Ile, qui doit être déployé en 2020 », poursuit Sophie Lannuzel.

Si certaines filières d'énergies marines comme les éoliennes offshore ou flottantes sont en plein essor, d'autres, telles que les hydroliennes – une éolienne sous-marine qui utilise la force des marées – ou encore le houlomoteur – une installation qui produit de l'électricité avec la houle des vagues – sont encore très expérimentales. De leur développement dépendra d'ailleurs en partie la seconde phase du chantier du quai EMR : la seconde partie de quai, ainsi que la stabilisation de l'extension sur mer dédiée aux énergies marines, soit un coût de 50 millions d'euros.



Économie circulaire et inclusion sociale : le pari de Cellaouate fonctionne

Par Marion Candau | EURACTIV.fr



Les exemplaires usés du Télégramme sont collectés en grande partie par les associations et transformés en ouate de cellulose, un isolant thermique.

L'économie circulaire fait bon ménage avec l'engagement solidaire. Soutenue par des fonds européens, Cellaouate s'appuie sur les associations locales et des personnes en situation de handicap pour produire un isolant à base de journaux recyclés.

Dans le bruit sourd des machines, des bennes et des tapis automatiques,

une dizaine d'ouvriers et ouvrières s'attèlent à la minutieuse tâche de trier les journaux.

Dans ce bâtiment situé à Saint-Martin-des-Champs, non loin de Morlaix, financé en partie par les fonds européens, tout est pensé pour économiser l'énergie. L'eau de pluie est récupérée pour les chasses d'eau, les interrupteurs de lumière ont été remplacés par des

détecteurs de présence, des panneaux photovoltaïques ont été installés sur le toit et l'isolation thermique est assurée grâce à de la ouate de cellulose. Autrement dit, grâce à des tonnes de journaux recyclés.

« On gagne plus d'argent qu'on en consomme, on est en positifs, on gagne 1 000 euros par an », nous explique

Suite à la page 11

Suite de la page 10

fièrement Yann Moyou, directeur des Genêts d'or.

Dans cet ESAT (établissements et services d'aide par le travail), ce sont 46 personnes en situation de handicap qui travaillent tous les jours dans différents domaines : la maintenance d'espaces verts, les différents travaux de sous-traitance, l'archivage, le tri de papier et de journaux.

C'est cette dernière activité qui intéresse Jean-Pol Caroff, directeur général de Cellaouate. L'entreprise, qui a vu le jour en 2009 à Morlaix, s'approvisionne en grande partie auprès des Genêts d'or, qui lui fournissent 2 000 tonnes de journaux triés par an, soit un tiers de ses besoins pour créer un isolant thermique et acoustique : la ouate de cellulose.

COHÉRENCE DE A À Z

Le maître mot du Breton : la cohérence. Il applique donc à la lettre le concept d'économie circulaire pour faire marcher sa production.

Au total, ce sont plus de 650 associations de parents d'élèves, de clubs sportifs, etc. qui récoltent pour lui les journaux, contre défraiement. À raison de 70 à 100 euros la tonne de papier, Cellaouate a reversé 230 000 euros aux associations en 2017, ce qui leur a permis de financer des voyages scolaires par exemple.

« On pourrait se dire 'les journaux c'est facile', mais en fait, pas tant que ça. La matière locale n'est pas mise à disposition. Et vu que je ne voulais pas aller chercher mes journaux en Allemagne, j'ai décidé de développer la collecte associative », raconte-t-il, devant le camion de l'entreprise, en partie financé par les fonds européens de développement régional (FEDER).

Une réflexion qui ne s'arrête pas à la collecte, puisque les écoles et associations qui participent au projet ont l'opportunité de visiter l'usine de Jean-Pol et de participer à des ateliers

sur l'écohabitat.

Dans l'usine, le Morlaisien organise aussi des ateliers pour les artisans de la région qui veulent se former pour installer de la ouate de cellulose, qui est soufflée sous les toitures à l'aide d'un gros tuyau.

« Avec des partenariats, on arrive à faire des choses cohérentes. C'est une filière globale, réfléchie. Une réflexion de circuit court », assure-t-il. Une démarche qui vient de pousser l'entreprise, qui n'est pas encore rentable, à quitter EDF pour Enercop, un fournisseur français d'électricité d'origine renouvelable. « Ça nous coûte 10 000 euros de plus par an, mais il faut aller plus loin dans la cohérence », affirme-t-il, convaincu.

TRI À LA SOURCE

Sans un tri minutieux, ou surtri, comme on l'appelle dans le milieu, l'activité de Jean-Pol ne pourrait pas fonctionner. « Je milite pour un tri à la source », martèle-t-il.

Aux Genêts d'or, les ouvriers trient à la main. Les papiers sont triés par matière, par couleur, et les plastiques ôtés des journaux et magazines sont rassemblés et collectés dans des balles pour un recyclage précis et distinct. Au total, deux jours sont nécessaires pour remplir des bennes de 8 tonnes de journaux.

« Les grosses entreprises de recyclage font un tri mécanique. Et elles ont tellement délaissé les filières françaises qu'il existe un créneau pour développer un autre modèle, plus social. Il y a donc de la place pour les entreprises locales », déclare avec optimisme Yann Moyou.

La ouate de cellulose, composée à 90 % de journaux et à 10 % de minéraux inertes, supporte un seuil de tolérance d'autres papiers de 5 %, mais pas plus. Un isolant peu coûteux produit à partir de déchets recyclés, cette valorisation, Jean-Pol en est fier. « L'idéal est d'amener des solutions économiques à des problèmes

écologiques. Ça ne doit pas être un effort financier, mais une envie », conclut-il.

L'UE aide Ifremer à décrypter les mystères de l'océan

.....

Par Cécile Barbière | EURACTIV.fr



Les 3900 flotteurs du projet Argo permettent de connaître l'état de l'océan en temps réel aux quatre coins de la planète

De l'étude des microplanctons toxiques à celle des courants et de la température océanique, les projets Euro Hab et Euro Argo tentent de comprendre les océans. Une mission à laquelle les Britanniques collaborent, mais que le Brexit pourrait compliquer.

Du haut de la pointe du Diable, les 610 salariés de l'Institut français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (Ifremer) de Plouzané scrutent l'océan Atlantique.

« Étudier l'océan, c'est sans fin, car l'océan recouvre 70% de la planète sur 4 ou 5 kilomètres de profondeurs ». Responsable du projet le projet Argo, Guillaume Maze, océanographe, pilote la partie française d'un programme qui couvre 30 pays et a déjà permis de déployer 3900 flotteurs. Des installations qui analysent en continu la température de l'eau, ainsi que sa salinité aux quatre coins de la planète. « Pour observer un océan, il faut être partout tout le temps », explique le chercheur.

L'autonomie des flotteurs, qui peuvent rester des années en mer en envoyant tous les 10 jours les informations recueillies par satellite, permet d'étudier les océans en toutes circonstances. « Historiquement, les mesures par bateaux sont biaisées, car davantage effectuées sur les saisons de beau temps et les régions faciles d'accès. Ce n'est pas le cas avec les flotteurs », détaille le chercheur.

Suite à la page 13

Suite de la page 12

UN RÉCHAUFFEMENT DE L'OcéAN AVÉRÉ

Entre la première expédition océanographique mondiale, en 1872, et aujourd'hui, le réchauffement de l'océan en surface a été de +0,6°C. Et entre 2006 et 2017, l'augmentation s'est poursuivie puisque la température a augmenté sous l'eau de +0,3°.

Avec ces nouvelles mesures, « on a pu mettre en évidence le réchauffement des océans », explique Guillaume Maze. Un suivi fondamental, puisque 93% de la chaleur créée par l'homme est stockée dans l'ensemble des océans. « Aujourd'hui, la question, c'est de savoir si l'océan va continuer à stocker la chaleur en surplus ou pas », questionne le chercheur.

Pour continuer à suivre les évolutions de l'océan, les flotteurs Argo doivent maintenant accéder aux zones les plus reculées : les pôles dont l'accès est compliqué par la glace et les abysses, soit au-delà de 2000 mètres de profondeur.

Des développements qu'il faudra financer, peut-être sans le Royaume-Uni. 12 pays européens contribuent ensemble à Argo au sein d'Euro-Argo. « Cette coordination permet aussi de répondre à certaines questions plus européennes. Et de bénéficier de fonds européens, pour financer par exemple plus de flotteurs » explique Guillaume Maze.

LE BREXIT, UN RISQUE POUR LES PROGRAMMES DE RECHERCHE

Le Brexit pourrait cependant changer la donne : « On vient de remporter un projet de 4 millions d'euros pour 4 ans auprès de l'Europe qui va démarrer en 2019. Le Royaume-Uni s'intéresse beaucoup à l'océan, et continuera certainement à financer Argo, mais on ne sait pas encore comment » détaille le chercheur.

« Pour l'instant c'est statu quo. Au moment du vrai Brexit il y aura sûrement des changements » reconnaît Grigor Obolensky qui s'occupe du programme Euro-Argo.

La question de l'avenir de coopération avec le voisin britannique se pose encore davantage dans certains projets d'étude autour de la Manche, comme le projet Euro-Hab, qui utilise les satellites de l'Agence spatiale européenne pour étudier les microalgues ainsi que les espèces toxiques de microplanctons présents d'une part et d'autre de la Manche.

« Ce projet est né il y a deux ans d'une idée commune avec un collègue de Plymouth », explique Francis Gohens, responsable pour l'Ifremer d'Euro Hab. Et bénéficie de subvention de l'Europe dans le cadre d'Interreg, le fonds européen dédié aux régions transfrontalières.

« On cherche à comprendre dans quelles situations les algues toxiques ou les microplanctons vont se développer. Car cela a des répercussions des impacts sur la qualité de l'eau, l'aquaculture la conchyliculture, mais aussi le tourisme ».

La surveillance satellitaire doit permettre d'alerter rapidement de l'apparition et la propagation d'algues nuisibles, et permettre de gérer au mieux aux pêcheurs et conchyliculteurs de faire face.



Pour de plus amples
informations sur les
éditions spéciales
d'**EURACTIV**

Contactez-nous

Aline Robert
Editor-in-Chief France
aline.robert@euractiv.fr
tel. +33 (0)1 75 61 25 03

Amandine Viguié
Responsable Marketing & Événementiel
amandine.viguié@euractiv.fr
tel. +33 (0)1 75 61 25 01